

Le président argentin reconnaît l'augmentation de la pauvreté



Il y a moins de quatre mois, le président de l'Argentine, Mauricio Macri, affirmait que le taux de pauvreté avait baissé. C'est un fléau dont il rendait responsable les gouvernants précédents : Nestor Kirchner et Cristina Fernández oubliant ainsi tous les programmes sociaux qu'ils ont appliqués en faveur des plus défavorisés.

À cette occasion.-là, nombreux sont ceux qui ont qualifié de faux le chiffre donné par les autorités qui ont estimé alors que la pauvreté avait baissé de 5%, ce qui n'avait rien à voir avec la réalité que vit l'Argentine depuis décembre 2015 quand Macri a accédé à la présidence.

L'Observatoire de la Dette Sociale de l'Université Catholique Argentine révélait qu'au moins 13 millions d'Argentins vivaient au-dessous du seuil de pauvreté et que l'on constatait une persistance des niveaux de besoins essentiels insatisfaits.

Le temps a donné la raison à ceux qui qualifiaient de peu réel le chiffre donné par le gouvernement. Le président Mauricio Macri a été obligé de reconnaître que la pauvreté a augmenté ces derniers mois dans le pays.

Les promesses faites quand il a remporté les élections sont restées lettre morte en ce qui concerne la matérialisation du rêve partagé de sortir tous les Argentins de la pauvreté.

Et comment pourrait-il en être autrement alors que son modèle économique à caractère néo-libéral a seulement provoqué jusqu'à présent une élévation du coût de la vie, une grande incertitude en matière d'emploi, des privatisations, une inflation élevée et le démantèlement de programmes sociaux en faveur des couches les plus vulnérables.

Les experts pronostiquaient déjà une augmentation de la pauvreté après les événements de ces derniers mois au cours desquels l'effondrement du peso argentin face au dollar a fait monter en flèche l'inflation, selon des chiffres officiels, à 31%.

Cette situation a amené le gouvernement à demander un crédit de 50 milliards de dollars au Fonds Monétaire International qui préconise des réductions draconiennes des dépenses sociales.

Mariana Heredia, chercheuse à l'Institut de Hautes Études Sociales de l'Université de San Martin a relevé qu'il est incontestable que l'Argentine vivra une seconde période de récession économique et sociale et la perte du pouvoir d'achat des travailleurs.

« Nous parlons de nouveau de la sécurité alimentaire d'une bonne partie de la population et de la réouverture de cantines communautaires dans les quartiers les plus pauvres » a pour sa part signalé Roxana Mazzola, professeure à la Faculté Latino-américaine des Sciences Sociales.

Un rapport de juin dernier, élaboré par l'Université Catholique Argentine, publié par le quotidien « Página Doce », illustre les effets de la politique d'endettement, de rajustement et de licenciements du gouvernement du parti « Cambiemos, Changeons en français, sur le secteur le plus vulnérable de la société : l'enfance.

Le document révèle que 48,1% des garçons et des filles de l'Argentine vivent dans des conditions de pauvreté et qu'un tiers d'entre eux doit aller aux cantines communautaires pour se nourrir.

Au milieu de cette situation, les experts estiment que l'économie argentine terminera cette année avec une contraction de 0,3% ce qui ne laisse présager rien de bon, comme d'habitude, pour les secteurs les plus pauvres.



Radio Habana Cuba